

# Exportations d'armes : vérité au-delà du Jura, erreur en deçà

Autor(en): **Meuron, Luc de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **129 (1984)**

Heft 3

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348593>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Exportations d'armes

### Vérité au-delà du Jura, erreur en deçà

par Luc de Meuron

Au Ministère français de la défense, on est inquiet. Les exportations militaires de la France ont dangereusement chuté en 1983. Elles ne seraient que de 30 à 32 milliards, tandis qu'en 1982, elles avaient été de 41,6 milliards. Il y a là de quoi faire réfléchir non seulement le ministre socialiste de la défense, Charles Hernu, mais encore le gouvernement Mauroy tout entier. C'est pourquoi le ministre de la défense y est allé de toute une série de directives personnelles et le délégué général pour l'armement a été chargé de mettre en chantier plusieurs plans, afin de remédier à une situation jugée aussi déplorable.

L'objectif à atteindre est précis: il faut conquérir à tout prix de nouveaux marchés ou reconquérir les positions perdues enlevées par une concurrence toujours plus âpre et plus rude. Comme on le voit, le gouvernement socialo-communiste français fait litière de toute autre préoccupation que commerciale. Seuls peuvent s'en étonner ceux qui s'obstinent à ne pas comprendre que, pour certains des meneurs des partis occidentaux de gauche, la dénonciation permanente des exportations d'armes est un simple moyen de propagande électorale pour ratisser large et, en même temps, un instrument de combat contre l'entreprise privée en soi. Le recours à une

telle méthode a, en effet, l'avantage de capter les suffrages de tous ces «braves» gens pour qui la lutte pour la paix mondiale doit commencer par le désarmement de son propre pays.

Tout un programme d'action est donc en train d'être élaboré en France, car, au Ministère de la défense, on ne va pas en rester à des demi-mesures. Il faut, selon le délégué général pour l'armement, «redéfinir les zones et les pays sur lesquels doivent être accentués nos efforts, prévoir les inflexions à donner pour tendre à une répartition géographique plus équilibrée de nos ventes, réexaminer les moyens d'attaquer le marché avec le maximum d'efficacité (aides au financement, réseaux commerciaux)». C'est net, rien ne doit être oublié pour «attaquer le marché», et cela se prépare au vu et au su de l'opinion publique française qui ne s'est jamais laissé piéger par des bonimenteurs «généreux» et simplistes qui, comme chez nous, considèrent que livrer des armes est un crime contre la bienséance, la moralité internationale et même la paix mondiale! Certains de nos concitoyens allant même jusqu'à déclarer que la paix sera assurée le jour où un pays attaqué n'aura plus la fâcheuse idée de vouloir résister à son agresseur!

De telles conceptions sont tout particulièrement à l'honneur dans ces

milieux où l'on cultive depuis toujours un antimilitarisme sentimental viscéral. C'est le cas de toute une partie des gauches romandes, où l'on ne rate pas une occasion de prôner, pour commencer, une réduction massive de nos exportations d'armes. On a beau expliquer, données chiffrées à l'appui, que ces exportations sont indispensables à notre pays pour assurer notre propre production, cela laisse superbement indifférents tous ceux qui, dans ce domaine, sont délibérément fermés à toute considération de bon sens.

Au fond, dans certains de nos pays occidentaux, tout se passe comme si l'on pouvait établir la loi suivante: quand la gauche (au sens général du terme) est dans l'opposition, elle est vertueusement contre l'exportation d'armes. Mais, quand cette même gauche a accédé au pouvoir, les plus nobles préoccupations pacifiques disparaissent comme par enchantement. Les ventes d'armes changent magiquement de caractère. Il n'est alors plus question d'engins de destruction dont la fourniture ne sert qu'à enrichir d'abominables affairistes, mais d'honnêtes moyens de lutte destinés à dissuader un adversaire d'attaquer. Ainsi les armes dites classiques, que tant de nos pacifistes condamnent avec un désinvolte mépris, reprennent toute leur valeur efficace, dès l'instant où elles sont livrées par une industrie nationale d'armements. Ce qui se passe aujourd'hui en France en apporte la preuve éclatante.

Voilà pourquoi ce qui est considéré

comme parfaitement justifié dans un pays ne l'est pas du tout dans un autre. Mais il y a plus. Le même homme, à condition qu'il soit de gauche, peut, au cours de sa carrière politique, soutenir à ce sujet des thèses diamétralement opposées. Pour cela, il suffit de passer de la fonction de chef de l'opposition à celle de chef de l'Etat. Tel François Mitterrand, dont *Le Monde* (19 janvier 1984) rappelait récemment la double attitude en matière d'exportations d'armes. En effet, le 5 juin 1981 – il y avait à peine un mois que les Français l'avaient hissé au pouvoir – Mitterrand avait exigé que les avions et les hélicoptères exposés par la France au Salon aéronautique du Bourget soient débarrassés de leurs armes offensives. En revanche, deux ans plus tard, le même Mitterrand, au même Salon du Bourget, déclarait martialement le 27 mai 1983: «Depuis 1981, j'ai pris en compte la nation française dans sa réalité. Nous avons (à faire) un effort d'indépendance nationale soutenu par une armée et une défense qui doivent avoir les moyens. Et, pour avoir les moyens, il faut avoir accès aux marchés étrangers.»

On ne saurait mieux reconnaître qu'une défense nationale crédible n'est pas financièrement et techniquement supportable sans de nécessaires ventes d'armes à l'extérieur. Certes, la France va s'efforcer, assure-t-on à Paris, d'établir un lien entre ces livraisons et «la signature d'accords-cadres de coopération bilatérale ou multilatérale qui limitent les ventes pures en

privilégiant l'association industrielle et, du même coup, en assurant un certain «déchirement» technologique du pays client.»

Il faut avouer que cette dernière formule de collaboration est astucieuse. Elle permet de river leur clou aux quelques Français dont la conscience pourrait s'effaroucher de ces projets de ventes massives d'armes, puisque, désormais, refuser de livrer des armes aux pays du tiers monde serait porter atteinte au «dialogue Nord-Sud», cheval de bataille, du moins dans les discours, de tous ceux qui se veulent «progressistes». Cette formule a donc l'immense mérite d'autoriser certains gouvernants à recourir aujourd'hui à des pratiques qui sont en flagrante contradiction avec ce qu'ils préconisaient et prêchaient il y a à peine trois ans! Il y a des palinodies que l'exercice du pouvoir rend indispensables, mais elles n'honorent guère les politiciens qui s'y sont trouvés contraints par la force des choses.

Aussi est-il permis de penser que les responsables du Ministère français de la défense, tout socialistes qu'ils soient, doivent juger avec une certaine ironie dédaigneuse un pays, le nôtre, dont le gouvernement met son point d'honneur à comptabiliser et à justifier minutieusement la moindre exportation d'armes, fût-ce un simple pistolet. Tout cela parce que nos autorités fédérales sont convaincues que notre opinion publique, ce qui est encore à prouver, est dans sa majorité hostile

à tout accroissement de ces ventes et même favorable à l'interdiction pure et simple de toute exportation d'armes.

De plus, le gouvernement socialo-communiste français, comme du reste tous les pays exportateurs d'armes de l'Occident, ne peut que se féliciter des sempiternels obstacles dressés chez nous pour rendre toujours plus difficile la tâche de nos entreprises qui sont en mesure de fournir de l'armement à l'étranger. Un concurrent qui s'élimine tout seul, ça ne se voit pas tous les jours!

Pourtant, il y a un argument de poids qui devrait faire réfléchir les consciences sensibles. Un petit pays comme la Suisse, militairement neutre par surcroît, offre un avantage inappréciable à de nombreux Etats qui ont besoin de renforcer leur défense nationale; il leur évite d'aliéner par de tels achats d'armes une part de leur indépendance en devenant contre leur gré les clients de puissances qui risquent de les entraîner dans leur propre jeu politique. Nos livraisons ne sont, en effet, et par définition, jamais assorties d'aucune condition politique.

C'est là une donnée de fait que veulent ignorer nos grands défenseurs helvétiques du tiers monde qui sont presque toujours en même temps de virulents adversaires de nos exportations d'armes. Mais allez le leur faire comprendre quand tant de gens de chez nous, appartenant à tous les milieux, sont béatement devenus les

adeptes de conceptions qui nient les évidences!

Ainsi, dans le domaine des exportations d'armes (et dans d'autres encore), il est devenu indispensable d'opérer un énergique retour au bon sens. La simple raison, d'une part, les intérêts généraux du pays, d'autre part, l'exigent expressément. Comment pourrait-on encore en douter quand on voit les socialistes français eux-mêmes nous rappeler que le renforcement de la défense d'un pays industrialisé passe par la mise en

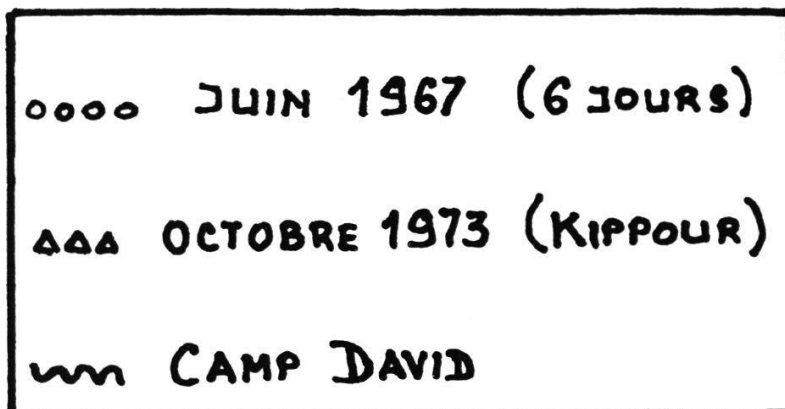
œuvre d'une politique systématique d'exportations d'armes?

Cela n'est ni moral, ni immoral, ni amoral. Car il s'agit là tout simplement d'une nécessité impérieuse à laquelle doit se plier tout peuple qui veut vivre et survivre. Le nôtre doit le comprendre, mais à condition, bien sûr, que nos autorités aient la tenace volonté de le lui faire comprendre! Ce qui n'est peut-être pas absolument certain.

L. de M.

## Rectification

La légende de la carte de la page 68 de notre livraison de février (article du général Le Borgne) doit être complétée comme suit:



oooo JUIN 1967 (6 JOURS)  
AAA OCTOBRE 1973 (KIPPOUR)  
w CAMP DAVID